

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

Quitter les chemins empruntés au 20^{ème} siècle

Je crains que jamais nous n'ayons autant bâclé le travail que nous avons à fournir. Tous, nous nous accordons pour dire que la crise pose la question du système et de son alternative et nous ne répondons pas au fait que le communisme est lié à l'échec de l'étatisation et du collectivisme, à la négation de l'individu et à l'obsolescence. Alors que la question d'une alternative politique au capitalisme est posée en termes d'immédiateté, nous continuons de dissocier la riposte à la politique de la droite de la construction d'un nouveau type de mouvement populaire. Le texte renvoie même " l'impulsion d'une politique de gauche " à un " gouvernement et à un Président de gauche " ; on se demande où est passée " la primauté au mouvement populaire ", principale avancée du 27^o Congrès.

Les luttes sont ponctuelles, se projettent sur des résultats immédiats et aisément lisibles. C'est la manière par laquelle les moins de quarante ans interviennent dans le débat politique. Mais de ce fait, ces mouvements n'offrent pas par eux-mêmes le moyen de converger et demeurent fragmentés aussi bien dans le sens de leur combat que dans le temps ; ainsi ils ne permettent de passer aucunement à la permanence qu'exige le passage à la vie politique. Cela a de lourdes conséquences sur le rapport entre exigences sociales, écologiques, démocratiques et le fait institutionnel. Entre le mouvement social de 1995, le mouvement social et les élections deux ans plus tard, entre le NON de gauche en 2005 et celui qui est présent au second tour de la Présidentielle, à chaque fois le fait électoral affadit le mouvement. Que faisons-nous de ce problème ?

L'apport du mouvement féministe a été d'englober toutes les dominations dans un même regard. Son originalité a été de considérer que l'on commence à s'émanciper par la lutte émancipatrice avant même que celle-ci n'atteigne son but. Cela suppose cependant que les caractéristiques de celle-ci le permettent. Si nous prenons en compte la dimension historique de ce qui a échoué, nous devons accepter que cette expérience de l'Histoire soit à reconstruire par les intéressés eux-mêmes. Or plus personne ne viendra à la politique par les chemins empruntés durant le XX^o siècle.

Peut-être avons-nous tendance à oublier que les institutions sont conçues aussi pour empêcher que tout mouvement devienne mouvement transformateur. Loin de moi la volonté de nier leur rôle, mais elles ont été conçues sur le mode de la dépossession. Or, tous les partis, même ceux qui prétendent le plus à la révolution, sont nés sur le modèle de la prise du pouvoir d'Etat plus que sur le mouvement transformateur lui-même. Leur crédibilisation est toujours passée par là ; l'évolution de la LCR le confirme. Et tous, finissent dans la posture du prof qui explique aux « ignorants » dépourvus de responsabilités. Et ce, alors que la principale source de crédibilité réside dans l'expérience partagée. De ne pas mesurer combien nous avons besoin de prendre en compte toute la réalité du mouvement populaire et des organisations qu'il a voulu se donner, nous enferme dans un face à face avec le PS qui dure maintenant depuis quarante ans.

C'est en cela qu'il est urgent de s'interroger sur la nature de l'organisation politique. Le fait que nous n'arrêtons pas de bégayer des ajustements depuis 1976, notre marginalisation croissante ainsi que ce qu'il en est des partis communistes sur la planète montrent à quel point nous ne nous en sortirons pas par du volontarisme sans effort de redéfinition de ce que nous sommes. Un outil ne peut pas être le même suivant la finalité de l'exercice auquel on s'assigne : vouloir prendre le pouvoir au service des exploités ou faire de ceux-ci la force

motrice de l'histoire n'est pas la même chose. Je doute que le même outil puisse correspondre à deux objectifs aussi différents.

Si on ne croit ni à la spontanéité ni à la répétition de ce que nous faisons depuis quarante ans, la question de l'organisation politique a besoin d'être entièrement repensée. Déjà cette question avait été posée aux congrès de 2003 et de 2006. Ce qui est dramatique, c'est de traiter celles et ceux qui s'interrogent ainsi comme des adversaires ; comme si le seul fait de poser la question mettait en péril l'édifice.

Mais on préfère balayer d'un revers de main le problème et pour cela écarter des organes de direction quiconque défend un tel point de vue. Depuis deux mois, au nom de l'unité du Parti, on montre à certains d'entre nous le chemin de la sortie, comme si nous n'avions pas déjà trop de communistes dehors. S'ils n'ont pas plus de mérites que les autres, ils n'en ont pas moins. C'est parmi ceux-là que l'on trouve celles et ceux qui ont agi en 2004 en faveur d'une liste de rassemblement aux Régionales et aux Européennes, acte qui a permis l'élection de Francis Wurtz ; parmi eux, on trouve celles et ceux qui ont contribué à la rédaction de l'Appel des 200 que nous avons signé pour le référendum en 2005. Ces évictions ne peuvent que signifier publiquement le regret d'avoir commis des actes de rassemblement. Cela ne manquera pas de déplacer le centre de gravité du Parti vers la culture la plus étroite et sectaire, comme on le mesure à la place que prennent des camarades fort honorables mais réputés pour ne vouloir aucune novation. Faire ou laisser faire, c'est se condamner demain à ne pouvoir effectuer la moindre novation.